



mardi 17 juin 2025, Saint Hervé

- [Justice](#)
- [Prisons](#)

## **"Incarcérer ne résout pas tous les problèmes de société" : des agents du ministère de la Justice ont manifesté devant le tribunal à Toulouse**

Abonnés



- Cette mobilisation vise aussi à défendre la peine de probation. DDM - MARIE PIERRE VOLLE

[Prisons](#), [Justice](#), [Toulouse](#)

Publié le 17/06/2025 à 18:05

Mathias Bernouin

l'essentiel Les agents des services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) ont manifesté ce mardi 17 juin devant le tribunal judiciaire de Toulouse, pour une meilleure reconnaissance de leur profession.

Ils étaient une trentaine de conseillers pénitentiaires d'Insertion et de Probation (CPIP) à manifester leur mécontentement devant le tribunal judiciaire de Toulouse ce mardi 17 juin. "Nous dénonçons la politique ultra-sécuritaire du Garde des Sceaux, qui rend notre mission invisible et marginalisée, et nous demandons plus de moyens", partage Eve Fontaneau, secrétaire locale de la CGT SPIP.

**À lire aussi :** [« Virage ultra sécuritaire » : la grogne des personnels des Services pénitentiaires d'insertion et probation](#)

## **"La prison ne résout pas tous les maux"**

Cette manifestation vise à alerter sur la surpopulation carcérale. "Nos décideurs pensent en termes de gestion de flux, qui remplit les prisons", détaille Kelly Bianco, représentante nationale de la CGT SPIP. En Occitanie, cela se traduit par plus de 1000 détenus dormant actuellement sur des matelas au sol en cellule, précise Eve Fontaneau. De plus, les CPIP sont une centaine dans le département, ce qui est insuffisant selon la représentante syndicale : "On suit actuellement 110 personnes alors que les textes en prévoient 60."

**À lire aussi :** [Réemploi et réinsertion par le vélo](#)

Cette mobilisation vise aussi à défendre la peine de probation, une sanction "sans écrou ni enfermement". "Un sursis probatoire oblige à rendre des comptes, à travailler, à indemniser sa victime, nous, on fait un suivi", explique Eve Fontaneau. "Incarcérer ne résout pas tous les problèmes de société", affirme-t-elle. Alors que le Ministre de la Justice Gérard Darmanin souhaite créer une police pénitentiaire et un corps d'agents de probation, le syndicat CGT SPIP s'y oppose fermement. "Notre métier est mal connu de notre ministère car le contrôle est déjà une de nos missions, il suffit de nous donner les moyens", conclut-elle.